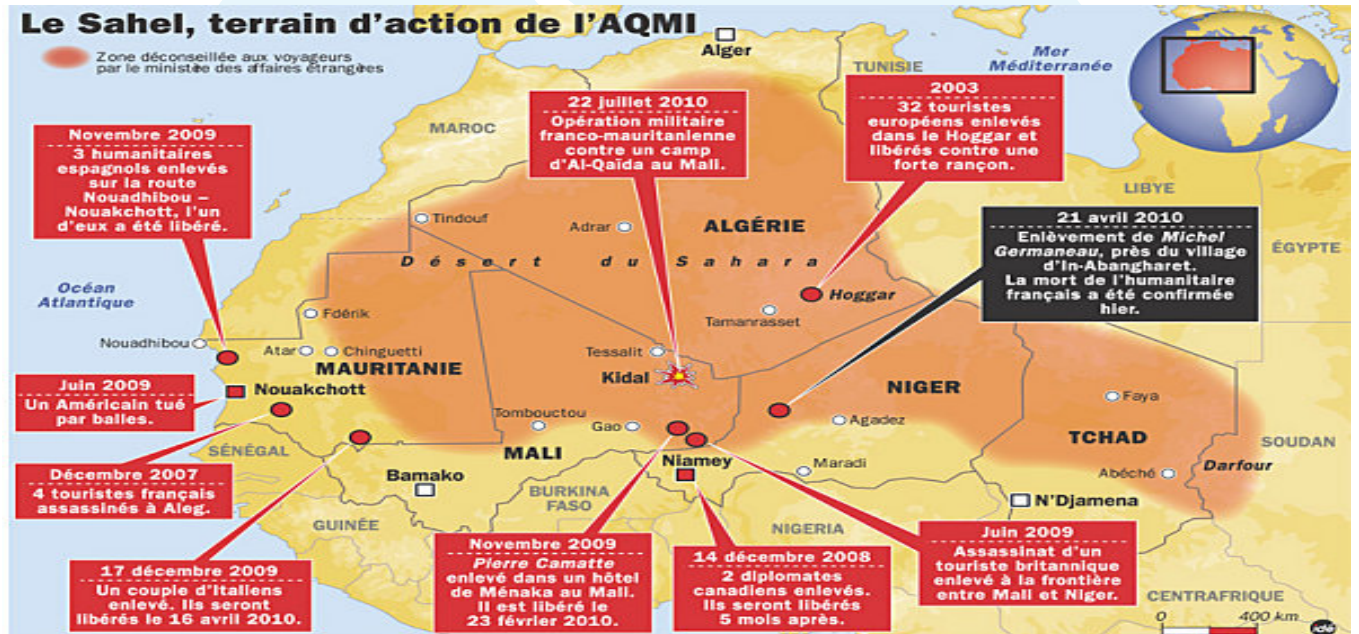




## Réflexions sur la Stratégie européenne pour la sécurité et le développement dans le Sahel

Par William Assanvo



### Résumé

La stratégie européenne pour la sécurité et le développement dans le Sahel rendue publique le 22 septembre dernier rappelle, s'il en est encore besoin, la situation socioéconomique et sécuritaire particulièrement trouble telle qu'elle se présente dans la région. Elle illustre ainsi les préoccupations que cette situation suscite non seulement pour les pays de la région mais également pour la communauté internationale. L'action envisagée par l'Union européenne (EU) vise à s'inscrire en soutien aux autorités nationales des pays concernés dans leurs efforts pour faire face aux défis d'ordre politiques, socioéconomiques, environnementaux et sécuritaires auxquels ils sont confrontés; le défi majeur étant la menace terroriste islamiste dont le principal avatar est le groupe de combattants se réclamant de la mouvance Al Qaïda et plus connu sous le nom d'Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI). L'approche européenne, faisant sien le postulat à présent largement répandu et acté (aussi bien au niveau international que dans certains des pays concernés) de l'interaction entre sécurité et développement; approche qui se fonde sur le caractère indissociable de ces deux dimensions. Enfin, s'inscrivant dans un contexte géopolitique et dans une configuration internationale particulière et ambitionnant de s'attaquer à des problématiques complexes, la présente stratégie soulève un certain nombre de questions et de défis.



Comme annoncée au mois de février dernier par la Haute Représentante pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton, la Stratégie de l'Union européenne (UE) pour la région du Sahel a été publiée le 22 septembre dernier par le Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) dont le *"but est de rendre l'action extérieure de l'UE plus cohérente et efficace"*. Cette stratégie s'inscrit dans l'attention et la préoccupation croissantes que suscite la partie sahélienne d'Afrique de l'Ouest. En effet, cette région s'illustre de plus en plus, et ce depuis plusieurs années déjà, comme une zone à l'intérieur de laquelle, du fait notamment de sa spécificité géographique et de l'incapacité des pays concernés à y maintenir un contrôle effectif et efficace, se développe instabilité et insécurité. Ces dernières s'illustrent particulièrement par des trafics en tout genre (drogue, armes, êtres humains, etc.) et par la présence de groupes criminels et d'Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) qui y ont élu domicile, suscitant l'inquiétude non seulement des pays concernés, de l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble et du Maghreb, mais également de la communauté internationale. La situation dans cette région est présentée comme une menace sur la sécurité et la stabilité internationales. Intitulée "[Stratégie pour la sécurité et le développement dans le Sahel](#)", la stratégie européenne traduit bien les réalités et préoccupations sécuritaires et celles d'ordre socioéconomiques et particulièrement la nature multidimensionnelle des défis auxquels cette région est confrontée et par conséquent la nature des réponses à apporter. Cette stratégie représente un fait non négligeable pour la région particulièrement trouble au Sahel. Toutefois, elle soulève aussi un certain nombre de questions.

## Objectifs de la stratégie européenne

La Stratégie telle qu'elle a été présentée résulte d'un processus d'évaluation, de dialogue et de concertation qui s'est étalé sur un peu plus d'une année, se fondant sur une série de missions de terrain conduites en Algérie, au Mali, en Mauritanie et au Niger et ayant impliqué non seulement les pays membres de l'UE mais également plusieurs départements de l'institution.

Elle s'articule autour de l'appui que l'Union européenne est susceptible d'apporter en soutien à certains pays du Sahel dans les efforts que la plupart d'entre eux ont initié afin de faire face aux problèmes complexes d'ordre socioéconomiques, politiques, environnementaux et sécuritaires auxquels ils sont confrontés. Il est encore nécessaire de préciser que bien que c'est à ces différentes dimensions qu'il est impératif de s'attaquer, c'est bien la situation sécuritaire et précisément la menace terroriste, personnifiée par AQMI, qui semble avoir été le déclencheur de l'attention qui est portée à la région du Sahel et de la grande majorité des actions nationales et internationales initiées.

Ainsi, sur une période de 5 à 10 ans, la stratégie ambitionne de venir en appui aux autorités nationales des pays concernés confrontés à des tensions internes (économique, sociale, politique et sécuritaire). Cet appui vise particulièrement à *"améliorer la stabilité politique, la sécurité, la bonne gouvernance, la cohésion sociale dans les Etats du Sahel, ainsi que les opportunités économiques et d'éducation"*. L'un des postulats de la plupart des initiatives pensées dans cette région est qu'un meilleur développement et l'amélioration des conditions socioéconomiques de ses populations contribueront à réduire la menace de l'extrémisme violent tel qu'il s'illustre dans l'action, le développement et les



risques d'expansion d'Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI).

La Stratégie dote également l'UE d'objectifs sur une période de 3 ans. Ces derniers se fondent sur le même postulat que celui souligné plus haut et s'articulent particulièrement autour de l'amélioration de l'accès des populations aux services de base tels que les infrastructures routières, les moyens de subsistance et l'éducation. Il est également question de contribuer à l'amélioration des relations entre les populations vivant dans la bande sahélienne et les autorités de leurs pays respectifs; cela devrait se faire notamment par le biais d'actions visant à restaurer la confiance vis-à-vis d'Etats dont l'inaction ou encore son ineffectivité dans certaines de ces régions a laissé naître un sentiment d'abandon. Toujours dans un délai de trois ans, il est question de réduire les actes terroristes et les enlèvements dans le Sahel, en tentant de limiter les capacités opérationnelles d'Al Qaida au Maghreb Islamiste (AQMI) et des autres groupes criminels, en permettant notamment le redéploiement de forces de sécurité nationale dotées de moyens efficaces.

On peut tout de même exprimer quelques réserves quant à la possibilité de réalisation sur une période de 3 ans d'objectifs aussi complexes tel que l'amélioration de l'accès des populations aux services de base.

### **Axes d'intervention de la stratégie européenne**

Trois pays d'Afrique de l'Ouest sont au cœur de l'instabilité et des soubresauts qui caractérisent la zone sahélienne: le Mali, la Mauritanie et le Niger. Bien que la stratégie européenne focalise son action sur ces trois pays, elle intègre également la dimension régionale et particulièrement l'ancrage maghrébin et ouest-

africain de ces pays et des défis auxquels ils sont confrontés.

La problématique de la sécurité et du développement dans le Sahel sont abordés sous plusieurs angles. D'emblée, la stratégie souligne et intègre le lien étroit et la corrélation entre la sécurité et le développement. Comme cela était annoncé au début de cette année, l'action envisagée par l'UE au Sahel s'articule autour des quatre axes suivants:

#### ***Promotion du développement, bonne gouvernance et résolution des conflits internes.***

Les actions sur ce plan auront particulièrement pour but de résoudre certains problèmes socioéconomiques de sorte à améliorer les conditions de vie des populations qui vivent dans les régions sahéliennes et à leur offrir des opportunités économiques; le but étant d'éviter que ces régions n'offrent un terreau propice au développement d'un certain radicalisme et d'activités criminelles. Il est également question de rétablir ou de renforcer la présence des institutions étatiques dans les zones qui ont échappé à tout contrôle. Sur ce registre, l'action européenne identifie également le soutien aux mécanismes de dialogue nationaux censés résorber les tensions sociales, politiques et ethniques qui pourraient persister. Le désenclavement des régions sahéliennes est aussi à l'ordre du jour.

#### ***Promotion d'une coopération régionale plus étroite.***

L'ambition européenne semble, tel qu'il transparaît de la stratégie, être de vouloir se présenter en facilitateur œuvrant à une approche plus coordonnée au niveau régional (de même qu'au niveau international), permettant notamment aux différents pays de la région de travailler de concert à travers un dialogue soutenu et renforcé, à une gestion efficace des menaces et défis auxquels ils sont tous, d'une



manière ou d'une autre et à des degrés divers, confrontés.

***Renforcement des capacités sécuritaires nationales et de l'état de droit.*** Il est admis que l'instabilité dans certaines régions du Sahel est dans une certaine mesure due au développement de zones de non droit échappant complètement ou en partie au contrôle étatique; situation tributaire notamment de l'incapacité des forces de sécurité de certains des pays à assurer et à imposer une présence effective dans ces régions; incapacité due notamment au manque d'équipements et de formation. La stratégie prévoit ainsi le renforcement des capacités des institutions de sécurité, de maintien de l'ordre et d'état de droit afin de les rendre aptes à faire face au terrorisme et à la criminalité transnationale organisée.

***Amélioration de la situation économique et prévention de l'extrémisme violent et du radicalisme.*** Un certain nombre de difficultés socioéconomiques et de mécanismes de marginalisation fragilisent la cohésion sociale dans plusieurs régions de la bande sahélienne, faisant le lit d'une idéologie islamique radicale qu'AQMI essaie d'implanter par le biais d'actions d'embrigadement et de propagande. L'Europe envisage ainsi de supprimer, ou tout au moins de réduire, les facteurs qui favorisent l'émergence, l'enracinement et le développement de cet extrémisme violent. Il est ainsi question de réduire la pauvreté et le sentiment d'exclusion sociale que pourraient ressentir certaines composantes des populations vivant dans les régions sahéliennes.

Chacun de ces éléments devraient être opérationnalisés par la définition ultérieure de plans d'action; processus qui devrait encore nécessiter quelques mois supplémentaires.

## **Défis à la mise en œuvre de la stratégie européenne**

La sécurité et le développement sont dans leur nature des processus complexes à mettre en œuvre; ils le sont encore plus dans un environnement comme le Sahel qui conjugue un ensemble de réalités, contraintes et de caractéristiques d'ordre géographique, géopolitique, historique, environnemental, socioéconomique et sécuritaire qui renforcent cette complexité. La mise en œuvre de la présente stratégie sera ainsi confrontée à un certain nombre de défis. Certains étant relatifs, entre autres et comme souligné, à la nature des problèmes à résoudre, du contexte et de la majeure partie des initiatives de soutien et d'assistance internationale. Bien que certains de ces enjeux aient probablement été pris en compte dans le cadre de la définition et de la mise en œuvre de la stratégie, il n'en demeure pas moins que tout au long du processus et des mois à venir il s'agira de réalités susceptibles d'influer sur l'efficacité et l'impact du soutien envisagé.

***Sahel: une région traversée par des dynamiques diverses et complexes.*** Les axes autour desquels s'articule la stratégie se fondent sur le résultat d'une large concertation et d'évaluations préliminaires menées sur le terrain afin d'identifier la nature des problèmes et défis qui minent certains des pays de la bande sahélienne. Il est ainsi plus que nécessaire que chaque initiative visant à stabiliser la situation dans le Sahel découle d'une analyse approfondie des complexes dynamiques et interactions d'ordre sociales, économiques, historiques, culturelles, politiques et sécuritaires. Ce sont en effet ces dynamiques et interactions, ou du moins certaines d'entre elles, qui contribuent notamment à l'émergence et au développement d'un islamisme radical et violent dans la région,



et dont le principal avatar est Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI)<sup>1</sup>, ou encore dans celui de la criminalité transnationale organisée et de tous les trafics (cigarettes, voitures volées, drogues, armes, êtres humains) qu'on y retrouve. Ces interactions bien qu'étant bien évoquées ou intégrées dans l'approche européenne le sont en des termes assez généraux, semblant reprendre certains des poncifs en la matière. Par ailleurs, la stratégie est sans doute quelque peu dépassée par la donne récente et particulièrement le conflit libyen dont les conséquences sur la sécurité et la stabilité dans le Sahel sont encore loin d'avoir toutes été analysées et envisagées. Tout au plus on sait que du fait de l'armement qui a été sorti des arsenaux de l'ancien régime il est fait état de la circulation d'une grande quantité d'armes et notamment de missiles sol-air de type SAM-7 dont il est à craindre qu'une partie se serait ou pourrait se retrouver entre les mains de combattants djihadistes ou de trafiquants opérant dans le Sahel<sup>2</sup>. A cette réalité, il faudrait

également ajouter la présence au Mali et au Niger de centaine de milliers de personnes, parmi lesquels des civils ayant fui le conflit en Libye, d'anciens combattants maliens de l'armée de l'ancien dirigeant Khadafi<sup>3</sup> ou encore des mercenaires ayant servi le régime déchu et de retour avec armes. Ces personnes, si elles ne bénéficient pas de l'accompagnement et de la prise en charge nécessaires, sont susceptibles de présenter un facteur de déstabilisation supplémentaire sur des situations socioéconomiques déjà assez fragiles dans ces pays. Ces réalités et particulièrement les dynamiques qui en résultent représentent un défi pour l'approche européenne qui devrait suivre la situation sur le terrain et l'analyser en conséquence, et sans cesse chercher à s'adapter. Une mauvaise appréhension de la complexité de la situation (et particulièrement de certaines réalités locales avec par exemple l'implication de certains éléments des forces de sécurité dans des trafics et activités illicites) est de nature à amoindrir l'impact et l'effet des actions européennes, tout comme celles des autres acteurs internationaux (et même nationaux dans une certaine mesure) et éventuellement à les exposer à des manipulations<sup>4</sup>.

**Opérationnalisation de la stratégie.** La stratégie européenne telle qu'elle se présente

<sup>1</sup> Il ne faudrait cependant pas négliger l'influence d'AQMI que certains observateurs suspectent de vouloir s'étendre au Sud du Sahara, pour faire la jonction avec des groupes radicaux présents au Nord du Nigeria et notamment la secte Boko Haram. Des craintes se sont ainsi élevées face aux liens de plus en plus étroits qui seraient en train de s'établir entre d'un côté la branche maghrébine et déjà sahélienne d'Al-Qaida et de l'autre certains membres de ladite secte. Cf. David Lewis, "Al Qaeda influence growing south of the Sahara", *Reuters Africa*, 8 septembre 2011 et interview de Mathieu Guidère, spécialiste d'al-Qaïda au Maghreb islamique, *RFI*, 6 août 2011. <http://www.rfi.fr/emission/20110806-mathieu-guidere-specialiste-al-qaida-maghreb-islamique>.

<sup>2</sup> Cf. "Je n'avais jamais vu autant d'armes légères en circulation en Libye", *France 24*, 8 septembre 2011. <http://www.france24.com/fr/20110905-armes-legeres-libye-prolifération-handicap-international-risque-transition-kadhafi>; "Plus de 10 000 missiles sol-air perdus en Libye, selon l'OTAN", *Lemonde.fr/AFP*, 2 octobre 2011. [http://www.lemonde.fr/libye/article/2011/10/02/plus-de-10-000-missiles-sol-air-perdus-en-libye-selon-l-otan\\_1581172\\_1496980.html?utm\\_source=divr.it&utm\\_medium=twitter#xtor=RSS-3208001](http://www.lemonde.fr/libye/article/2011/10/02/plus-de-10-000-missiles-sol-air-perdus-en-libye-selon-l-otan_1581172_1496980.html?utm_source=divr.it&utm_medium=twitter#xtor=RSS-3208001); Le Matin DZ/Elkhabar. "Inquiétant trafic d'armes et d'explosifs

dans le Sahara", 31 juillet 2011. <http://www.lematindz.net/news/4936-inquietant-traffic-darmes-et-dexplosifs-dans-le-sahara.html>; "Kadhafi mort, vive inquiétude autour des armes du régime", *Lemonde.fr/AFP*, 21 octobre 2011. [http://www.lemonde.fr/libye/article/2011/10/21/kadhafi-mort-vive-inquietude-autour-des-armes-du-regime\\_1592126\\_1496980.html](http://www.lemonde.fr/libye/article/2011/10/21/kadhafi-mort-vive-inquietude-autour-des-armes-du-regime_1592126_1496980.html).

<sup>3</sup> AFP, "Des soldats maliens de Libye rentrent dans un pays déjà fragilisé", 10 octobre 2011. <http://africa1.com/spip.php?article15198>.

<sup>4</sup> Cédric Jourde, "Décoder les multiples strates de l'insécurité au Sahel: Le cas mauritanien", *Bulletin de la sécurité africaine*, NO. 15/Septembre 2011. [http://africacenter.org/wp-content/uploads/2011/09/AfricaBrief\\_15\\_French.pdf](http://africacenter.org/wp-content/uploads/2011/09/AfricaBrief_15_French.pdf).



actuellement n'est à l'évidence pas un document opérationnel, ce qui limite son impact effectif sur le terrain. Tout au plus illustre-t-elle pour le moment de manière formelle et dans des grandes lignes la prise de conscience politique renouvelée et exprimée au niveau européen de la nature des principaux défis auxquels est confrontée la région du Sahel et la volonté et détermination de l'Europe à apporter sa contribution afin d'y trouver des réponses. L'une des principales ambitions de la stratégie semble à ce propos, comme il est précisé dans le document, de doter l'UE d'un cadre politique devant servir à mobiliser les différents instruments et moyens d'assistance (financiers notamment) de l'Union et à améliorer la coordination de ses initiatives actuelles et futures dans cette région. L'un des défis subséquents consistera ainsi à traduire effectivement dans les faits et de manière opérationnelle ou programmatique les objectifs et axes stratégiques esquissés, en les dotant également des moyens adéquats à la hauteur des ambitions affichées et des défis multidimensionnels que sous-tendent la sécurité et le développement dans le Sahel. Il est ainsi prévu que d'ici quelque mois des plans d'action soient déterminés pour chacun des quatre axes d'intervention définis. Sur le plan financier, en plus des fonds déjà déterminés et engagés, s'élevant à près de 650 millions d'euros, il est prévu que 150 millions d'euros additionnels soient mobilisés pour la mise en œuvre de certaines des actions identifiées dans les trois pays principalement ciblés par la stratégie. Il est à espérer que cette stratégie ira au-delà du simple diagnostic et des bonnes intentions et que des actions concrètes suivront (certaines ayant déjà été entreprises, par exemple "*l'aide à la construction et à l'équipement de 45 postes-frontières en Mauritanie ou des formations de*

*juges et de policiers au Niger*"<sup>5</sup>). Pour ce qui est de leur efficacité, il est encore tôt pour prédire ce qu'elle sera. Toutefois, il est nécessaire de rappeler qu'il ne s'agira que d'actions de soutien et par conséquent que le résultat de l'équation développement et sécurité dans le Sahel dépendra significativement de la bonne combinaison de toutes ses inconnus, notamment l'effectivité et l'efficacité de l'action des pays concernés.

***Effectivité et efficacité de la l'appropriation nationale.*** Les initiatives, efforts et actions visant à faire face aux problèmes identifiés en termes de développement et de sécurité dans la région du Sahel sont de la responsabilité première de chacun des pays concernés. Ainsi, nonobstant les contraintes relatives à la nature complexe des défis socioéconomiques, politiques, environnementaux et les difficultés relatives à la faiblesse des capacités (opérationnelles notamment) de certains des pays concernés, les actions à entreprendre (y compris celles provenant du soutien international) ne sauraient être efficaces et durables sans un engagement résolu et volontaire de la part de ces derniers (Mali<sup>6</sup>, Mauritanie et Niger) qui se doivent donc de prendre à bras le corps les efforts et les risques nécessaires. Cet impératif est d'autant plus important que la stratégie européenne entend explicitement s'inscrire en soutien aux

<sup>5</sup> RFI, "Mali, Mauritanie, Niger: l'Union européenne repositionne son aide dans la lutte contre le terrorisme", 23 septembre 2011, <http://www.rfi.fr/afrique/20110923-mali-mauritanie-niger-union-europeenne-repositionne-son-aide-lutte-contre-le-terror>.

<sup>6</sup> Afin de faire face aux défis sécuritaires et socioéconomiques auquel le pays est confronté dans sa partie sahélienne, les autorités maliennes ont lancé le 9 août dernier le Programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement dans les régions nord du Mali (PSPSDN), signe tout au moins d'une réelle volonté de prendre en main la situation. Cf. "Lutte contre AQMI au Mali: L'arme fatale de ATT", *Le pays*, 11 août 2011 <http://www.lefaso.net/spip.php?article43413>.



initiatives nationales et non pas se substituer à elles.

**Importance des dynamiques et de la coopération régionales.** La stratégie ne saurait être efficace, tout comme les initiatives des autres partenaires internationaux et celles de chacun des pays concernés, sans une approche véritablement régionale, collaborative et concertée à laquelle s'associeraient toutes les parties prenantes, avec en filigrane une vision et une réelle volonté communes. Cette dynamique régionale, au niveau des pays sahéliens tout au moins, bien qu'encore embryonnaire et peinant à se mettre en place, semble démontrer quelques signes concrets<sup>7</sup>. La mise en œuvre de toute

<sup>7</sup> Quelques illustrations de la coopération régionale qui s'est mise en place: l'établissement à Tamanrasset, dans le Sud de l'Algérie, le 20 avril 2010 d'un commandement militaire conjoint, Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC) entre l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Niger, chargé de coordonner les actions militaires antiterroristes des trois pays; la mise en place le 29 septembre 2010 d'un centre de renseignement contre le terrorisme dans le Sahel entre les mêmes quatre pays avec pour mission de collecter et d'échanger des informations sur les terroristes en activité au Sahel (Cf. RFI, "Un centre du renseignement pour lutter contre le terrorisme au Sahel", 30 septembre 2010. <http://www.rfi.fr/afrique/20100930-centre-renseignement-lutter-contre-le-terrorisme-sahel>). Autre signe du partenariat qui est en train de s'établir entre les pays de la région, la tenue du 6 au 7 septembre à Alger (Algérie) d'une conférence régionale sur la sécurité dans le Sahel à la lumière notamment de la crise en Libye, rencontre dont l'objectif était "d'organiser le partenariat à travers, entre autres, la création de synergie entre les partenaires des pays de la région et d'une plus grande complémentarité entre les différentes stratégies et partenariats en direction du Sahel" (Cf. AFP, "L'Algérie organise une conférence régionale sur la crise libyenne et la sécurité dans le Sahel", 4 septembre 2011. [http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20110904174252/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=twitter&utm\\_campaign=Feed%3A+jeune\\_afrique\\_Politique+%28Jeune+Afrique+Politique%29](http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20110904174252/?utm_source=feedburner&utm_medium=twitter&utm_campaign=Feed%3A+jeune_afrique_Politique+%28Jeune+Afrique+Politique%29)). Aussi la coopération militaire entre le Mali et la Mauritanie s'est illustrée par l'autorisation donnée aux forces militaires mauritaniennes

initiative au Sahel sera ainsi tributaire des relations entre les pays de la région et de leur disposition à partager la même approche sur la meilleure manière de faire face notamment aux défis sécuritaires et à collaborer à cette fin. Pour l'heure, cette coopération, si elle n'a pas toujours été sereine<sup>8</sup>, semble, compte tenu de la menace terroriste, être la voie privilégiée<sup>9</sup>. Les relations entre les pays de la région et leurs partenaires internationaux représentent une autre inconnue et une donnée importante de la coopération qui s'avère nécessaire. A ce propos, l'Algérie a récemment exprimé certaines réticences vis-à-vis d'une présence occidentale trop visible dans le Sahel<sup>10</sup>. Ce pays se verrait ainsi prendre la tête du leadership régional dans la lutte contre le terrorisme<sup>11</sup> (du fait de son expérience historique et des résultats obtenus dans ce domaine). Si ces réticences s'avéraient fondées elles représenteraient une donnée à prendre en considération. Pour finir, il semble

de pénétrer à l'intérieur des frontières maliennes pour y poursuivre des combattants d'AQMI, plusieurs opérations mauritaniennes ont à ce titre déjà été menées.

<sup>8</sup> Sur certaines divergences stratégiques en matière de lutte contre le terrorisme dans le Sahel voir Benjamin Roger, "Terrorisme au Sahel: derrière la coopération, chacun joue sa partition", *Jeune Afrique*, 7 septembre 2011.

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20110907170535/>; RFI, "Algérie: la sécurité dans le Sahel au menu de la visite d'Amadou Toumani Touré", 25 octobre 2011. <http://www.rfi.fr/afrique/20111025-algerie-securite-le-sahel-menu-visite-amadou-toumani-toure>.

<sup>9</sup> RFI, "Algérie: la sécurité dans le Sahel au menu de la visite d'Amadou Toumani Touré", 25 octobre 2011. <http://www.rfi.fr/afrique/20111025-algerie-securite-le-sahel-menu-visite-amadou-toumani-toure>.

<sup>10</sup> Cf. Samuel Benshimon, "Sahel-Aqmi: comment sortir l'état-major conjoint de l'anonymat", *Sahel Intelligence*, 10 août 2011. <http://sahel-intelligence.com/anti-terrorisme/175-sahel-aqmi-comment-sortir-letat-major-conjoint-de-lanonymat>.

<sup>11</sup> Sonia Lyes. "Intense ballet diplomatique à Alger: La lutte anti-terroriste replace l'Algérie au cœur de la scène diplomatique", *Tout Sur l'Algérie*, 23 octobre 2011. [http://www.tsa-algerie.com/diplomatie/la-lutte-anti-terroriste-replace-l-algerie-au-c-ur-de-la-scene-diplomatique\\_17886.html](http://www.tsa-algerie.com/diplomatie/la-lutte-anti-terroriste-replace-l-algerie-au-c-ur-de-la-scene-diplomatique_17886.html).



également nécessaire que les organisations régionales (notamment la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest – CEDEAO) prennent à bras le corps cette question; ce qui pour l'heure semble en bonne voie. Un certain nombre de rencontres d'experts et militaires se sont ainsi récemment tenues au niveau de la CEDEAO avec la présence de certains pays du Maghreb pour évoquer des problématiques tels que la menace terroriste, le trafic d'armes, la criminalité transnationale organisée ou encore le trafic de drogue. La CEDEAO est à ce titre en train de peaufiner sa stratégie contre le terrorisme et le plan d'action y relatif.

***Implication et contraintes de l'assistance internationale.*** La stratégie européenne (et l'implication qu'elle préfigure) vient s'ajouter aux initiatives d'autres acteurs internationaux. C'est notamment le cas de la France qui entretient une coopération militaire et sécuritaire avec la Mauritanie dans la lutte contre AQMI. Toutefois, l'acteur international le plus actif dans la région est sans aucun doute les Etats-Unis dont l'action s'articule autour du *Trans-Saharan Counterterrorism Partnership (TSCTP)* qui a été lancé en 2005. Ce partenariat représente pour l'heure la réponse la plus élaborée au niveau régional, se caractérisant par une approche globale abordant les défis et problèmes d'ordre politique, socioéconomique et bien entendu sécuritaire, ainsi que les réponses à y apporter (avec notamment une assistance technique apportée aux armées de la région par le biais de formations et par la fourniture d'équipements militaires). Le soutien européen, tout comme celui d'autres partenaires, devrait pour espérer porter ses fruits -ou tout au moins ne pas compliquer l'action, en plus de la nécessité d'une meilleure coordination entre les donateurs et d'un alignement sur les besoins réels des pays partenaires- s'inscrire sur le long

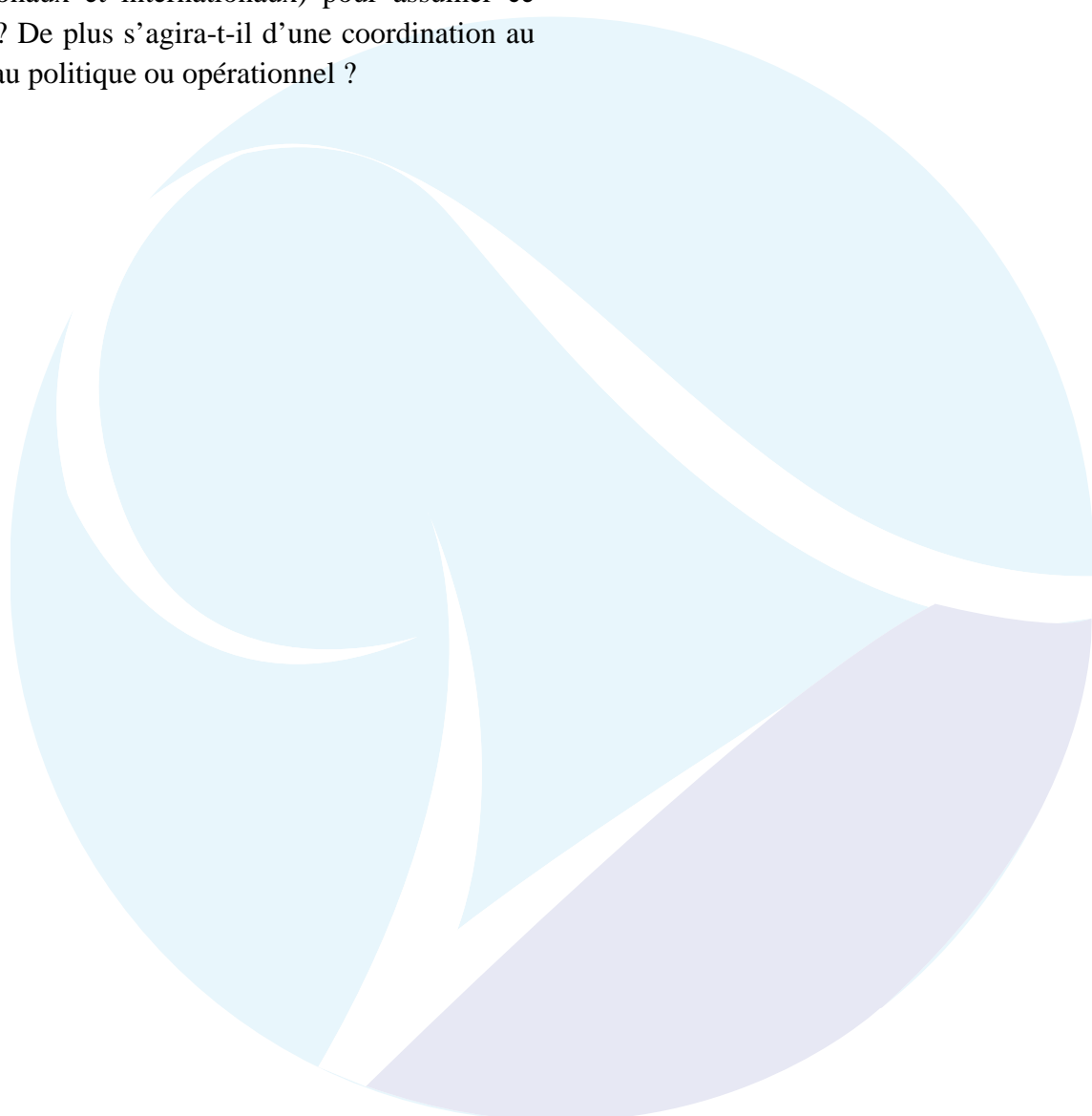
terme. Or, force est de constater que ces attitudes font très souvent défaut aux initiatives d'assistance et de soutien de la communauté internationale dans des domaines aussi complexes que le développement et la sécurité. Il faut aussi souligner les difficultés récurrentes qu'on observe en matière de coordination entre les partenaires internationaux. Pour l'heure, malgré l'ampleur des défis sur le terrain, la présence de plusieurs acteurs et les domaines d'action qui se rejoignent sur plusieurs points,<sup>12</sup> nonobstant le dialogue et les relations qui pourraient exister entre donateurs, on note l'absence d'un cadre formel de coordination entre les partenaires internationaux. Il est à espérer que cette situation ne génèrera pas de situations de nature à amoindrir l'impact du soutien international. Pour finir, on peut s'interroger sur l'objectif que s'est fixée la présente stratégie européenne de servir de base à une meilleure coordination des actions de la communauté internationale et des acteurs

---

<sup>12</sup> Bien que l'aspect le plus prédominant du programme américain TSCTP soit la lutte contre les organisations terroristes de la région, avec un accent fort mis sur les actions militaires et sécuritaires, il n'en demeure pas moins que, tout comme l'approche européenne, depuis 2010 il semblerait qu'il dispose d'autres volets (qui ne sont certes pas comparables, si l'on s'en tient aux ressources financières attribuées, au volet sécuritaire mais n'en demeure pas moins existants) tels que "*démocratie, droits de l'homme et gouvernance*" ayant pour objectif la promotion et le renforcement de la démocratie dans les pays du partenariat (Algérie, Burkina Faso, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Tchad et Tunisie); "*éducation et services sociaux*" dont l'objectif est de promouvoir des systèmes éducatifs formels et non formels équitables, efficaces et durables et de gérer les facteurs qui mettent les individus à la portée de la paupérisation, de l'exclusion sociale ou encore qui nourrissent les sentiments d'abandon; et le "*développement économique*" qui ambitionne de promouvoir une croissance économique durable (Cf. [foreignassistance.gov](http://foreignassistance.gov), Trans-Saharan Counter-terrorism Partnership –TSCTP- <http://foreignassistance.gov/OU.aspx?OUID=373>). Sur plusieurs points on note ainsi des similitudes entre les approches américaines et européenne (du moins telle quelle est envisagée à travers cette stratégie) et précisément dans les objectifs visés et la nature des actions à entreprendre pour les atteindre.



régionaux; l'UE disposera-t-elle de la légitimité nécessaire aux yeux des différents acteurs (nationaux et internationaux) pour assumer ce rôle ? De plus s'agira-t-il d'une coordination au niveau politique ou opérationnel ?

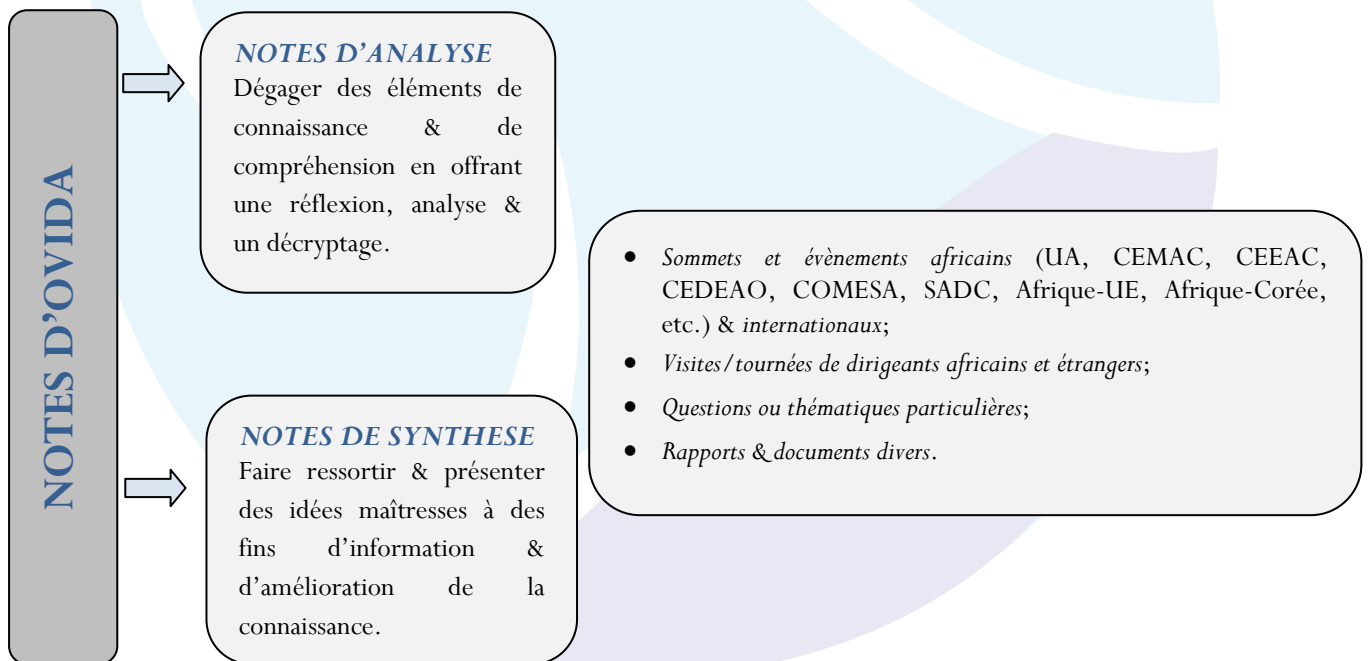




## A PROPOS DES NOTES D'OVIDA

Les “Notes d'OVIDA” s'inscrivent dans volonté et l'objectif de l'*Observatoire* de promouvoir, rassembler et développer une expertise dans l'étude et l'analyse de certains des enjeux s'articulant autour des questions de: Paix, Défense et Sécurité; Economie et Commerce; Droits de l'Homme; et Environnement. Ces Notes portent également sur certains des aspects relatifs aux canaux de la pratique diplomatique: bilatéralisme, régionalisme et multilatéralisme.

Les contributions qui en résultent devront notamment permettre de dégager des éléments de connaissance et de compréhension en offrant une réflexion, analyse et un décryptage sur des thématiques ou sur des événements et en faisant ressortir des idées maîtresses à des fins d'information et d'amélioration de la connaissance.



**Edition:** William Assanvo

Pour tous vos commentaires et suggestions, bien vouloir écrire à [info@ovida-afrido.org](mailto:info@ovida-afrido.org)